

Gouvernement et opposition se voient

Burundi Mais les négociations seront difficiles: les positions sont inconciliables.

Le gouvernement burundais, l'opposition et la société civile ont difficilement renoué le contact lundi à Entebbe (Ouganda) pour tenter de relancer un dialogue bloqué depuis juillet et dénouer la grave crise politique qui frappe le Burundi en raison de l'obstination du président Nkurunziza à se présenter à un troisième mandat, interdit par l'Accord de paix d'Arusha.

Le dialogue avait été interrompu quand la partie gouvernementale s'était retirée des discussions deux jours avant l'élection présidentielle, non reconnue. La réunion de lundi n'est qu'un préalable à la reprise formelle des négociations, annoncée pour début janvier à Arusha (Tanzanie). Mais *"les choses ne seront pas faciles car tout le monde est conscient que les positions sont pour le moment inconciliables"*, a expliqué un analyste burundais ayant requis l'anonymat.

Mise en cause de l'équilibre ethnique

Pour la première fois lundi, le gouvernement burundais a ainsi semblé remettre en cause l'un des fondements de l'Accord d'Arusha, en estimant que la question des *"quotas eth-*

niques", qui garantissent la parité entre Hutus et Tutsis au sein de l'armée et de la police, *"pourrait se poser"*. Des propos tenus à Entebbe par le ministre des Affaires étrangères Alain-Aimé Nyamitwe, qui menait la délégation gouvernementale.

Il a aussi à nouveau mis en garde contre toute participation aux négociations d'opposants impliqués dans le coup d'Etat manqué des 13 et 14 mai ou appuyant des groupes armés. Bujumbura estime que c'est le cas du Cnared, coalition des partis opposés au troisième mandat du président Nkurunziza. Le Cnared estime, de son côté, que *"le nœud du problème, c'est Nkurunziza et son système"*.

L'UA a annoncé qu'elle allait déployer 5 000 hommes contre les violences.

Pression de l'UA

Le porte-parole du Cnared, Pancrace Cimpaye, a indiqué que la coalition d'opposition allait *"demander avant toute chose un arrêt immédiat des massacres, car on ne peut pas négocier alors que des gens sont en train d'être tués"*. *"Nous allons insister sur un déploiement immédiat de la mission de l'Union africaine (UA), avant un retour à la légalité constitutionnelle qui passe par un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections libres et démocratiques"*, a-t-il poursuivi.

L'UA a annoncé le 18 décembre qu'elle allait déployer une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi, de 5 000 hommes, pour enrayer les violences. Bujumbura en a rejeté le principe. (AFP)